

Pau, le 11 octobre 2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

ARRETE N°AT-2023-1587

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;
Vu le Code de la Route ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules rue de Monpezat, en raison de travaux afin de créer un branchement d'eau potable ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Le Dimanche 15 Octobre 2023 de 07h00 à 18h00, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant rue de Monpezat dans la partie comprise entre le n°13 et la rue Jean-Baptiste Carreau, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules est interdite rue de Montpezat dans la partie comprise entre le n°13 et la rue Jean-Baptiste Carreau, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques de la ville.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1, l'accès à la rue Monpezat depuis la rue d'Orléans est interdit, sauf pour les riverains.

Les riverains sont autorisés à circuler à double-sens sur la rue Monpezat dans la partie comprise entre la rue d'Orléans et le n°13 rue Monpezat, suivant la signalisation mise en place par les services techniques de la ville

ARTICLE 4 – Les services techniques de la ville devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire la circulation et le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **11 OCT. 2023**


Sandrine LISO
Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public